

## Les faits marquants de la Plateforme mondiale: Mercredi, 15 mai 2019

L'édition 2019 de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (GP2019) s'est ouverte à Genève, en Suisse, sous le thème « Dividende de la résilience: vers des sociétés durables et inclusives », après deux jours de réunions, de forums et de conférences préparatoires. Deux dialogues de haut niveau et une table ronde ministérielle ont eu lieu au cours de la journée, en plus de nombreuses séances de travail et manifestations parallèles. Les délégués y ont examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre de Sendai aux niveaux national et local et ont partagé leurs expériences nationales. À la mi-journée, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (ONU-RRC) a publié le Rapport d'évaluation mondial de 2019 (REM 2019).

Ce bulletin couvre les séances plénières et les réunions de haut niveau, ainsi qu'une sélection d'autres sessions de travail.

### Session de bienvenue

La Coprésidente, Mami Mizutori, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la RRC, a indiqué que le Cadre de Sendai élargissait le Groupe de la RRC à l'ensemble de la société. Le Coprésident Manuel Bessler, Agence suisse du développement et de la coopération, a décrit l'histoire de son pays dans le domaine de la RRC et de la résilience, affirmant que l'investissement dans la RRC a un prix, mais que ses résultats sont rentables à long terme.

Petteri Taalas, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a déclaré que les Systèmes d'alerte précoce sont le « moteur » de la RRC.

Laura Tuck, Banque mondiale, a appelé à des solutions intégrées et inclusives pour atteindre les objectifs communs du cadre de Sendai, des ODD et de l'Accord de Paris.

Fekitamoeloa Katoa 'Utoikamanu, Secrétaire général adjoint et Haut représentant pour les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS), a décrit les conclusions des praticiens, tirées de la quatrième réunion de l'Initiative pour la résilience des petits États insulaires en développement (SISRI) qui a eu lieu du 13 au 14 mai.

Shailla Shahid, Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'ONU-RRC, a déclaré que la résilience du système financier mondial ne devrait pas se faire au détriment des communautés locales.

### Dialogues de haut niveau

**Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai - Perspectives mondiales et régionales:** Dans la matinée, la modératrice Beatrice Marshall, présentatrice de presse au Kenya, a ouvert le dialogue et présenté les cinq plateformes régionales pour la RRC qui ont eu lieu en 2018. Dans une déclaration liminaire, Malini Mehra, Directrice exécutive de GLOBE International a présenté des statistiques sur le nombre croissant de catastrophes qui ont entraîné le



Lors de la cérémonie d'ouverture, les acteurs de la troupe 'Theatre Breaking Through Barriers' ont présenté une dramatisation des objectifs du Cadre de Sendai, soulignant l'importance de l'objectif E pour l'élaboration de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe.

déplacement de quelque 265 millions de personnes depuis 2008, soit plus de trois fois plus que ceux causés par un conflit. Elle a appelé à s'attaquer non seulement aux risques naturels, mais également aux risques anthropiques de technologies telles que l'intelligence artificielle et la géo-ingénierie. Kirsi Madi, ONU-RRC, a en outre parlé de l'impact des catastrophes sur le déplacement de millions de personnes et du coût de 500 milliards de dollars infligé aux économies du monde entier.

Marshall a présenté le groupe des conférenciers représentant les plateformes régionales. Ulziisaikhan Enkh-tuvshin, vice-Premier Ministre de la Mongolie, a résumé l'importance de sa plateforme régionale pour une infrastructure résiliente et un développement fondé sur les risques. Feliks Tsoyakyan, Ministre arménien des situations d'urgence, a souligné la nécessité de réduire les risques pour promouvoir le développement des infrastructures. Edoardo Rixi, Ministre italien des transports et des infrastructures, a annoncé la création d'une coalition régionale chargée de débattre de la sécurité des infrastructures et des risques émergents tels que les menaces à la cyber-sécurité. L'Ambassadeur Walid Doudech, de la Tunisie, a mis en exergue deux déclarations ministérielles régionales et l'accent mis sur un financement spécifique pour faire avancer la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Eduardo José González Angulo, Directeur général de l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophes en Colombie, a parlé des travaux menés dans son pays et sa région sur la protection financière et la réduction de la vulnérabilité financière face aux catastrophes. La séance s'est achevée avec l'appel des conférenciers à la collaboration à tous les niveaux pour que les objectifs du Cadre de Sendai soient atteints.

**Avancées dans les stratégies de RRC nationales et locales (cible E):** Chandran Nair, Fondateur et Directeur général du Global Institute for Tomorrow, a modéré la session. Dans son allocution liminaire, Puan Maharani, Ministre



(G-D): **Chandran Nair**, modérateur; **Asako Okai**, secrétaire général adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); **Anna Giacometti**, maire de Bregaglia, Suisse; **Akihiro Nakamura**, Vice-ministre de la gestion des catastrophes, Japon; **Ronald Jackson**, directeur exécutif de Caribbean Disaster and Emergency, Agence de gestion de la Barbade; et **Fatimetou Abdel Malick**, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Mauritanie

du développement humain et des affaires culturelles de l'Indonésie, a souligné l'intérêt de son pays à coopérer avec d'autres pays dans le domaine de gestion des catastrophes par le biais de travaux de recherches et d'études conjointes et en renforçant les capacités des communautés locales, signalant qu'il reste moins d'un an pour atteindre la Cible E du Cadre de Sendai.

Asako Okai, Secrétaire général adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a félicité les 56 pays qui ont rendu compte des progrès réalisés aux niveaux national et local jusqu'à présent, et a souligné la difficulté de mener des consultations multipartites pour élaborer des stratégies de RRC pleinement maîtrisées par le gouvernement et les parties prenantes.

Akihiro Nakamura, Vice-ministre japonais de la gestion des catastrophes, a présenté un aperçu de la politique de RRC dans son pays, notant que les 1 700 autorités locales ont toutes élaboré leurs propres stratégies de RRC. Il a souligné l'importance de veiller à ce que les plans nationaux d'utilisation des terres soient compatibles avec les stratégies de RRC.

Anna Giacometti, Maire de Bregaglia, Suisse, a décrit les mesures prises en matière de RRC après les glissements de terrain d'août 2017 qui ont tué huit personnes et déplacé l'ensemble de la population de son village. Elle a détaillé les mesures de préparation mises en œuvre depuis lors, notamment l'amélioration du système hydraulique, l'alerte rapide et un plan d'urbanisme identifiant les zones dangereuses.

Ronald Jackson, Directeur exécutif de l'Agence des Caraïbes pour la gestion des catastrophes et des urgences, a décrit l'utilisation d'outils de diagnostic permettant de déterminer les priorités d'action de l'ensemble du gouvernement en matière de RRC, qui sont ensuite transformées en programmes de travail par pays. Il a indiqué que les 18 États membres de l'Agence peuvent accéder à des financements fondés sur l'élaboration d'un « cheminement stratégique » vers la contribution des ressources.

Fatimetou Abdel Malick, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Mauritanie, a déclaré que l'urbanisation entraînait un risque accru et que, par conséquent, le rôle des gouvernements locaux est plus important que jamais, pour assurer la cohésion sociale à travers la planification économique et l'aménagement du territoire. Elle a souligné que la croissance durable et inclusive dépendra des économies locales et de l'autonomisation des autorités locales et régionales.

### Cérémonie d'ouverture

**L'ouverture:** La cérémonie de 45 minutes a eu lieu à la mi-journée. Elle a débuté par une vidéo sur le thème « Verrouiller la résilience » et une mise en scène en direct des objectifs du Cadre de Sendai par la troupe du Theatre Breaking Through Barriers.

Michael Møller, Directeur du Bureau des Nations Unies à Genève, a affirmé que la réunion avait pour objectif « de se concentrer sur la mise en œuvre », soulignant que la réalisation du Programme 2030 ne serait possible que si la RRC était intégrée dans toutes les activités.

Manuel Sage, Agence suisse du développement et de la coopération, a relaté les succès remportés par la Suisse en matière de développement, grâce à ses investissements historiques visant à accroître les terres arables dans ses plaines inondables, tout en prenant en charge la gestion des risques dans les zones de montagne, permettant ainsi au secteur du tourisme de se développer. Il a informé les délégués que le Résumé du Président concernant les résultats de la GP2019 sera soumis à la session de juillet 2019 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

Dans un message vidéo, Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a souligné que le fait de s'unir pourrait permettre de tirer un énorme « dividende en matière de résilience » grâce à des solutions basées sur la nature et sur la technologie.

Jayathma Wickramanayake, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, a exhorté les dirigeants à exploiter le potentiel des jeunes générations et à répondre à leurs appels à l'action.

Mizutori a mis en exergue le lancement du Système de suivi du Cadre de Sendai pour faciliter les rapports sur les objectifs du Cadre de Sendai et l'existence du mécanisme de participation des parties prenantes de l'ONU-RRC.

**Lancement du Rapport d'évaluation mondiale (REM):** Nazhat Shameem Khan, Fidji, a présenté le REM de 2019, soulignant que le rapport incitait les lecteurs à réfléchir à la pluralité des risques plutôt qu'à une gestion des risques individuels, et avertissant que le monde approchait du point au-delà duquel il peut ne plus être possible de réparer les risques systémiques et les risques en cascade dans le système mondial.

Mizutori a présenté les principales conclusions, soulignant que le Rapport fournit une première mise à jour sur les progrès accomplis par les gouvernements concernant les sept objectifs



(G-D): **Kirsi Madi**, Directeur de l'ONU-RRC; **Michael Møller**, Directeur, Bureau des Nations Unies à Genève; **Mami Mizutori**, RSSG pour la RRC; **Manuel Sage**, Agence suisse pour la coopération au développement; **Jayathma Wickramanayake**, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse; et **Manuel Bessler**, Agence suisse pour la coopération au développement

du Cadre de Sendai. Elle a attiré l'attention sur les risques liés à l'urbanisation non planifiée, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Aromar Revi, Directeur de l'Institut indien des établissements humains, a commenté le Rapport, signalant que les effets du réchauffement planétaire de plus de 2°C sont inconnus et qu'ils pourraient entraîner « une explosion des risques ». Il a appelé à la mise en œuvre des cinq « agendas critiques » que sont les Objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris sur le climat, le Cadre de Sendai, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Nouvel agenda urbain, de manière intégrée. Il a également souligné que les processus ascendants peuvent fournir la vitesse et l'échelle requises pour la réalisation de ces programmes de manière intégrée, vu qu'il reste moins de 4 000 jours pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai, d'ici 2030.

### Séances de travail

**Rapport d'évaluation mondiale de 2019:** Ricardo Mena, ONU-RRC, a présenté le Rapport. Jacqueline McGlade, Université Masai Mara du Kenya, a déclaré que « la dégradation de l'environnement est un tueur silencieux implacable », et a attiré l'attention sur les risques systémiques étendus du dérèglement climatique et les impacts du sur-développement, affirmant que la pollution atmosphérique était l'une des principales causes des maladies non transmissibles et que les effets en cascade de la pollution de l'air, de l'eau et des produits chimiques constituent un défi de notre temps.

Roger Pulwarty, Administration nationale des océans et de l'atmosphère, a indiqué que ce REM rend compte des risques systémiques de danger, d'exposition et de vulnérabilité. Il a annoncé des rapports et des recherches à venir sur la complexité des liens entre la sécheresse et les catastrophes, la sécurité et les conflits. Kamal Kishore, Instance nationale de gestion des catastrophes (INGC), Inde, a souligné le succès de son pays dans la gestion des risques de catastrophe, soulignant que cette approche avait permis de réduire de 96% la mortalité par le récent cyclone Fani.

Juan Pablo Sarmiento, Université internationale de Floride, a encouragé la responsabilité collective et l'action visant les événements composés. Mandisa Kalako-Williams, Afrique du Sud, a noté l'amélioration des rapports, 47 pays rapportant désormais les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de Sendai. Elle a rappelé aux participants qu'ils devraient analyser l'accessibilité des politiques de RRC pour les membres de la communauté locale.

Les conférenciers ont reconnu l'effet « lointain » des catastrophes et le fait que les lieux les plus éloignés du centre des catastrophes ont tendance à recevoir moins d'attention. Les conférenciers ont conclu que cette tendance peut exacerber les inégalités et devrait être abordée dans le prochain REM.

**Mise en œuvre du Cadre de Sendai:** Timothy Wilcox, ONU-RRC, a présenté la modératrice, Marcie Roth, Directrice générale, Partenariat pour des stratégies inclusives de

prévention des catastrophes. Ricardo Mena, ONU-RRC, a présenté les données recueillies par le Système de suivi du Cadre de Sendai, un outil à travers lequel les États membres rendent compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Il a indiqué que des données ventilées montrent que les pays à faible revenu, africains et asiatiques, sont touchés de manière disproportionnée par les catastrophes et que les États membres communiquent le plus souvent sur les objectifs A et B, l'objectif A affichant les progrès les plus importants au niveau mondial. Kamal Kishore, INGC, Inde, a déclaré qu'il y avait assez de chance que les objectifs A, E, F et G puissent être atteints d'ici 2030, et que les approches à un seul risque ne doivent pas être écartées car elles sont parfois utiles. Mohamed Hassaan Felfel Abdelsamea, du Cabinet égyptien, a déclaré que son pays était principalement vulnérable aux catastrophes climatiques ayant un impact sur le développement économique, et a présenté la nouvelle stratégie de l'Égypte en matière de RRC. Martha Herrera Gonzalez, Directrice mondiale de la responsabilité sociale des entreprises, CEMEX, a décrit les diverses stratégies de développement durable de son entreprise, telles que les partenariats avec le secteur public et la société civile, et les projets de transformation des communautés urbaines. Maria Veronica Bastias, Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes, a présenté « Vues de première ligne », un examen indépendant des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la RRC, qui a suscité les réactions d'organisations de plus de 50 pays.

### Session spéciale: Le leadership des femmes dans la RRC

Tarja Halonen, ancienne Présidente de la Finlande, a animé la session de l'après-midi. Dans son allocution d'ouverture, Mami Mizutori, RSSG pour la RRC, a raconté son expérience de leadership féminin dans la création de villes résilientes au Kenya et a déclaré que les femmes étaient essentielles à la réalisation de l'objectif E du Cadre de Sendai.

Wan Azizah Wan Ismail, vice-Premier Ministre de Malaisie, a souligné la vulnérabilité des femmes lors des catastrophes, citant, à titre d'exemple, le nombre de femmes décédées quatre fois plus important que celui d'hommes décédés lors du tsunami de 2004. Elle a décrit les efforts déployés par la Malaisie pour éliminer les politiques discriminatoires et pour donner plus de pouvoir aux femmes dans la RRC.

Saber Hossain, membre du Parlement du Bangladesh, a déclaré que son pays était le premier en matière d'égalité des sexes parmi les nations de l'Asie du Sud, réalité qui représente un facteur essentiel du développement économique général du pays.

Laura Tuck, Banque mondiale, a déclaré que les organisations internationales devraient exiger l'intégration d'une perspective féminine dans tous les investissements et programmes.



(L-R): **Saber Hossain**, membre du Parlement du Bangladesh; **Laura Tuck**, Banque mondiale; **Tarja Halonen**, ancienne Présidente de la Finlande; **Mami Mizutori**, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la RRC; **Minata Samate Cessouma**, Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine; and **Dolores Devesi**, Oxfam, Îles Salomon

Minata Samate Cessouma, Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine, a évoqué les efforts de son organisation pour promouvoir la parité hommes-femmes dans la RRC, malgré parfois des obstacles culturels.

Dolores Devesi, Oxfam, Îles Salomon, a appelé à la lutte contre les inégalités structurelles qui désavantagent les femmes, et à un meilleur suivi des indicateurs de genre dans la RRC.

#### Table ronde ministérielle

Mizutori a ouvert la table ronde sur le thème « RRC, changement climatique et ODD », soulignant l'importance de coordonner la mise en œuvre de la RRC avec les plans nationaux d'adaptation, à la lumière de l'impact d'événements extrêmes causés par le changement climatique. Tarja Halonen, ancienne Présidente de la Finlande, a félicité les ministres pour le suivi efficace des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai, et les a exhortés à intensifier leurs actions en matière de lutte contre le changement climatique.

De nombreux ministres ont souligné les effets du changement climatique auxquels leurs pays sont confrontés, tels que les incendies de forêt, la fonte des glaciers et la sécheresse extrême, certains demandant l'assistance financière et technique de la communauté des donateurs. Le Ghana a rappelé aux participants la corrélation négative entre pauvreté et résilience aux catastrophes. Le Portugal a mis en exergue le programme de son pays intitulé « Safe Village, Safe People », qui décentralisait certains aspects de la RRC et mobilisait les communautés locales pour qu'elles jouent un rôle actif.

La Zambie a signalé des progrès dans la gestion des catastrophes au niveau communautaire, l'assurance des agriculteurs et l'agriculture intelligente face au dérèglement

climatique. La Roumanie a attiré l'attention sur la nécessité d'une éducation citoyenne face aux nouveaux types d'événements météorologiques extrêmes, ajoutant qu'une application mobile a été déployée pour transmettre alertes et messages éducatifs. La République de Corée a annoncé que 171 gouvernements locaux avaient participé à une campagne visant à intégrer les risques de catastrophe dans leurs plans de développement urbain.

L'Italie a présenté des plans visant à accroître la sensibilisation culturelle aux risques de catastrophe, notamment dans les écoles. Le Botswana a mis en exergue les partenariats entre le gouvernement et les opérateurs de téléphonie mobile, qui ont amélioré la diffusion des messages d'alerte rapide auprès des citoyens du pays.

Le représentant du Canada a noté que son pays se réchauffait à un rythme deux fois supérieur à la moyenne mondiale et qu'il a élaboré un plan d'action intégrant l'ensemble des pouvoirs publics, des parties prenantes et de la société civile. La Colombie a déclaré que la protection des écosystèmes était une stratégie efficace pour faire face aux catastrophes naturelles. La Banque mondiale a annoncé un financement direct de 50 milliards de dollars pour l'adaptation et la résilience, un nouvel ensemble de paramètres permettant d'aider les pays à renforcer leur résilience, ainsi que ses travaux sur des questions intersectorielles telles que le rôle des services écosystémiques, dans la réalisation des objectifs de la lutte contre le changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe. L'OMM a appelé à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, notant que le réchauffement de la planète de plus de 2°C exacerberait les catastrophes.



Les participants à la table ronde ministérielle discutent de la RRC, des changements climatiques et des ODD.